

HISTOIRE
DE LA
RÉPUBLIQUE DE 1848

GOUVERNEMENT PROVISOIRE
COMMISSION EXÉCUTIVE
CAVAIGNAC

24 FÉVRIER. — 20 DÉCEMBRE 1848

PAR
VICTOR PIERRE



PARIS

E. PLON ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 8

1873

Tous droits réservés

325.08
0044

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

RÉPUBLIQUE ET EMPIRE.

SOMMAIRE. — Coup d'œil historique sur les antécédents de la République et de l'Empire. — 10 août 1792; 18 brumaire; caractères communs aux deux régimes. — Les républicains sous l'Empire. — Restauration. — Alliance des bonapartistes et des républicains. — La légende napoléonienne. — Le bonapartisme n'est qu'un rêve, la République n'est qu'un mot. — Esprit européen de conspiration : Carbonari français. — Le général Foy et Grandménéil. — Dynastie de Juillet. — Le duc d'Orléans, représentant de la Révolution, élu quoique Bourbon. — Il a aussitôt pour ennemis les républicains et les bonapartistes. — Républicains : insurrections, celle de 1839 est la dernière. — Incertitude et rétrospectivité des systèmes politiques. — Babeuf. — « Le parti républicain doit se recruter dans le camp de ses adversaires. » — La République, champ neutre de toutes les utopies sociales; au fond de toutes, la Révolution. — Bonapartisme. Pas de parti, un homme : Louis-Napoléon Bonaparte. — Strasbourg. — Lettre à M. Laity. — Boulogne. — L'Empereur humanitaire et socialiste. — Après 1840, l'opposition dynastique se substitue aux républicains. — Déclarations monarchiques de François Arago et de M. Carnot. — M. Thiers, chef de l'opposition. — Les banquets de 1830 recommencent en 1847. — Aveuglement et présomption des dynastiques. — Intervention de M. Ledru-Rollin. — Lille, Dijon, Chalon-sur-Saône. — *Le National* et la *Réforme*. — Dernières heures de la Monarchie. . . 1

LIVRE DEUXIÈME.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

24 février—5 mars.

SOMMAIRE. — 24 février, une heure et demie. — M. Odilon Barrot au ministère de l'intérieur. — M. Garnier-Pagès à l'hôtel de ville. — Le

mot d'ordre : un gouvernement provisoire. — Séance au *National*. — Lamartine : portrait politique. — La duchesse d'Orléans à la Chambre des députés : MM. Dupin, Odilon Barrot, Marie, Ledru-Rollin. — Proclamation des noms des membres du gouvernement. — Séance à la *Réforme*. — A l'hôtel de ville : le gouvernement en proie à la foule. — Distribution des ministères. — MM. Louis Blanc, Marast, Flocon et Albert. — Luites du gouvernement contre la souveraineté populaire. — 25 février. — Coup d'œil sur Paris ; la préfecture de police ; les délégués d'arrondissement. — La garde mobile et la garde nationale. — Le droit au travail. — Le drapeau rouge : Lamartine. « Le peuple victorieux n'amènera pas son pavillon. » — Séance du club Blanqui. — 26 février. — La rosette rouge. — Abolition de la peine de mort en matière politique. — Proclamation de la République. — Création des ateliers nationaux. — 27 février-5 mars. — Le ministère du travail : M. Louis Blanc. — La commission de gouvernement pour les travailleurs ; abolition du marchandage ; réduction des heures de travail. — Goudchaux, ministre des finances, fait ses conditions ; abolition de l'impôt du timbre sur les écrits périodiques ; anticipation du payement du semestre ; démission de Goudchaux. — Ordre d'inhumer nuitamment les victimes ; les délégués du peuple ; funérailles solennelles. — Établissement du suffrage universel. — Caractère des premiers décrets du Gouvernement provisoire : n'obéissait-il pas sans le savoir à un programme de 1839? 43

LIVRE TROISIÈME.

LE DIX-SEPT MARS.

SOMMAIRE. — Adhésions à la République (24 février-3 mars) ; le clergé, la magistrature, l'armée ; l'opposition dynastique ; les légitimistes. — Raisons de ne pas repousser la République. — Deux hommes la représentent diversement : MM. de Lamartine et Ledru-Rollin. — Lamartine : manifeste à l'Europe. — Ambiguïté de principes. — M. Ledru-Rollin : nomination de commissaires, tous républicains. — M. Jules Favre. — Circulaires des 8, 9 et 12 mars. — Circulaire de M. Carnot. — M. Louis Blanc. — Le gouvernement se divise en deux camps. — Le camp de M. Ledru-Rollin : Caussidière, Sobrier, Imbert, Villain. — La commission des travailleurs et la commission des récompenses nationales au Luxembourg. — Pétition des clubs pour l'éloignement des troupes et l'ajournement des élections, insérée dans le *Bulletin de la République*. — Ajournement au 25 mars des élections de la garde nationale ; suppression des compagnies d'élite. — Réveil de l'opposition dynastique : « Ni émigrés, ni girondins ». — Fondation de l'*Assemblée nationale* et du Club républicain pour la liberté des élections.

— Députation à Lamartine; sa réponse. — Manifestation des gardes nationaux (16 mars). — Convocation des ouvriers pour le lendemain. — Manifestation du 17 mars. — MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc répondent aux pétitionnaires; Lamartine s'efface. — Remercements du Gouvernement provisoire; visite aux délégués du Luxembourg. — Le général Courtais. — Conséquences du 17 mars : centralisation des clubs; organisation des délégués; un gouvernement de rechange. 83

LIVRE QUATRIÈME.

LES COMMISSAIRES.

24 février—20 avril.

SOMMAIRE. — Les départements accueillent sans hésitation la République; politique violente à leur égard. — Rouen : M. Deschamps, commissaire général; tarif officiel de salaires, clubs, chantiers nationaux. — Organisation de la garde nationale; M. Ledru-Rollin consent à donner des armes. — Limoges : le comité provisoire, les chantiers nationaux, la Société populaire. — MM. Maurat-Ballange et Chamiot. — Un délégué du Club des clubs : Genty et sa correspondance. — Le délégué demande la destitution du commissaire, et le commissaire celle du délégué : pas de réponse. — Symptômes de troubles. — Lyon : proclamation de la République, comité municipal, comité préfectoral, drapeau rouge, Voraces; incendies, dévastations d'usines et de maisons religieuses. — M. Emmanuel Arago, commissaire extraordinaire. — Ses arrêtés reproduisent ceux du Gouvernement provisoire. — Docile aux violents, hardi contre les faibles, impopulaire auprès de tous. — Centralisation des clubs (24 mars); le club à la caserne. — Le général Le Pays de Bourjolly; le sous-officier Gigoux. — Solennité publique pour l'anniversaire d'avril 1832. — Candidature de M. Emmanuel Arago; il s'adjoint M. Martin-Bernard, puis se retire. — *Épisodes divers*. Commissaires de 1792 et de 1848. — MM. Fanjat, Anselme Petetin, Latrade, Léclanché, Bergeron, Napoléon Chancel, Joly, Sauriac, Place, Crevat, Lefèvre, Étienne Arago. — Les commissaires modérés : M. Émile Ollivier. — Confession de M. Trélat, commissaire général repentant. — *La Révolution cosmopolite*. — Attitudes contraires de Lamartine et de M. Ledru-Rollin. — Un dix-sept mars polonais contre Lamartine. — Projets révolutionnaires contre la Belgique : MM. Caussidière, Ledru-Rollin, Delescluze, patrons de l'entreprise. — Les deux bandes. — Tentatives d'émeute à Gand et à Bruxelles. — Les bandes sont armées par les soins de Delescluze. — Risquons-Tout. — Delescluze n'est ni désavoué ni destitué. — Sa conduite vis-à-vis du tribunal de Lille. — Les Savoisiens : expédition de Chambéry (30 mars); triomphe et chute rapide. — Conclusion. 121

LIVRE CINQUIÈME.

LE SEIZE AVRIL.

SOMMAIRE. — Identité des moyens révolutionnaires à Paris et en province. — Impuissance et stérilité des doctrines : la presse et les clubs ; pas de liberté sans autorité. — Ateliers nationaux. — La voie publique encombrée ou troublée ; avis et menaces du gouvernement. — La population vit dans la rue : députations à l'hôtel de ville, arbres de la liberté, banquet des *Incorruptibles*, manifestation des Écoles. — Crise financière : le Trésor et la Banque de France ; impôt des quarante-cinq centimes. — Projets de dictature révolutionnaire : MM. Louis Blanc, Caussidière, Ledru-Rollin ; rôle du Comité central ; activité de Blanqui ; les révélations de la *Revue rétrospective*. — Situation du gouvernement, cerné, divisé, trahi ; Lamartine et Marrast se partagent le soin de la défense commune. — Pressentiments de Lamartine sur le rôle des départements ; démarches auprès du général Négrier ; entrevues avec les chefs de clubs. — Marrast forme une police ; la garde mobile et la garde nationale. — Menées autour de M. Ledru-Rollin ; ses feintes devant le conseil. — Le *Bulletin* n° 16 ; Paris mandataire de la France. — Réserve de M. Ledru-Rollin. — Nuit du 15 au 16 avril. — Visite de M. Ledru-Rollin à Lamartine. — Préparatifs à l'hôtel de ville ; le général Changarnier. — La manifestation du 16 avril ; affluence subite de garde nationale et de garde mobile ; Barbès. — Désarroi de la manifestation. — Tous ses auteurs la désavouent : hypocrisie officielle ; hommages du gouvernement à « l'impulsion féconde » des clubs ; mesures contre la magistrature et la bourgeoisie ; l'armée rentre dans Paris ; fête de la *Fraternité*. — Caractère et conséquences immédiates du 16 avril. 173

LIVRE SIXIÈME.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

SOMMAIRE. — La question électorale est au fond de tous les événements qui précèdent : résumé rapide. — Circulaire du 7 avril. — La République de droit divin. — « Que feriez-vous si l'Assemblée nationale ne proclamait pas la République ? » — Les listes du *National*. — Le club de l'Assemblée nationale. — Comment les républicains du lendemain entendaient la République. — Circulaire de M. Thiers. — Les faits de pression électorale établis par les comptes de finances. —

L'élection à Paris; deux influences : MM. Marie et Louis Blanc. — La liste du Luxembourg, celle de la Mairie. — Revue projetée et contremandée des ateliers nationaux. — L'embrigadement des votes : réunion au Champ de Mars, protestation de Lamennais. — Les élections du 23 avril ont été républicaines à Paris et dans les départements; mais en donnant ses voix à la République, la France a distingué. — Succès éclatant de Lamartine. — Infériorité relative de MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc. — Échec de la liste du Luxembourg et des Jacobins. — Protestations du *National*, de la *Réforme* et de la *Vraie République* : menaces à l'Assemblée. — Troubles de Limoges et de Rouen. — *Limoges*. — Le 26, réunion de la *Société populaire*; complot pour le lendemain. — Invasion de la salle du scrutin, laceration et dispersion des bulletins. — Rétablissement du comité provisoire de Février. — La garde nationale est désarmée. — Les membres du comité combattent le désordre et pacifient la ville. — Rôle de M. Trélat. — Le délégué des clubs. — *Rouen*. — Échec de la liste radicale. — Rassemblements sur la place de l'Hôtel-de-Ville. — Tentatives pour désarmer les gardes nationaux. — Démission du commissaire, M. Deschamps. — Les barricades sont enlevées sur les deux rives. — Menaces des clubs et de la *Société des Droits de l'homme*. — Prédications sinistres. — Incertitudes et délabrement du pouvoir. 219

LIVRE SEPTIÈME.

LE QUINZE MAI.

SOMMAIRE. — Réunion de l'Assemblée nationale. — Le Gouvernement provisoire dépose ses pouvoirs. — La République dix-sept fois acclamée. — L'Assemblée comparait devant le peuple. — Vérification des pouvoirs, nomination du bureau. — Comptes rendus du Gouvernement provisoire; il a bien mérité de la patrie. — Commission exécutive de cinq membres; Lamartine et Ledru-Rollin. — Composition du ministère. — Projets contre l'Assemblée : MM. Raspail et Louis Blanc; la Pologne et le ministère du progrès. — Intervention des clubs. — Décret de l'Assemblée nationale sur les pétitions; droit de réquisition directe pour le président. — Précautions de la Commission exécutive; le général Courtais et Caussidière. — La colonne se met en marche; les délégués forcent la grille; Lamartine. — Louis Blanc, Raspail, Barbès. — Discours de Blanqui. — MM. Taschereau, Sénard, Froussard, Lacordaire; le dossier de la Corse. — Impuissance de la manifestation. — Motions de Barbès. — Le rappel. — Ovation à M. Louis Blanc. — Huber prononce la dissolution de l'Assemblée nationale; listes de gouvernement. — La garde mobile fait évacuer

l'enceinte; les factieux s'acheminent vers l'hôtel de ville; Courtais et Lamartine. — Dispositions d'Armand Marrast; Albert et Barbès sont arrêtés. — Ce qui arriva des meneurs : Sobrier, Quentin, Chancel, Huber, Raspail, Blanqui, Louis Blanc. — Zèle des gardes nationaux; la maison Sobrier. — Mesures prises par la commission exécutive; défiance réciproque entre ses membres; la garde républicaine et les Montagnards. — Caussidière à l'Assemblée; il donne sa démission de préfet de police et de représentant du peuple. — Jugement sur la journée du 15 mai. 259

LIVRE HUITIÈME.

LA COMMISSION EXÉCUTIVE.

SOMMAIRE. — Réprobation universelle contre le 15 mai. — Les gardes nationales, la *Société des Droits de l'homme*, le banquet à vingt-cinq centimes. — Les grèves encombrant les ateliers nationaux. — Mesure rigoureuse et exorbitante de la Commission exécutive à leur égard, réserves de M. Émile Thomas; son arrestation. — Explications ambiguës de M. Trélat. — M. Léon Lalanne, beau-frère de M. Trélat, est nommé directeur. — Irritation des ouvriers. — Interpellation de M. Tascbereau; l'Assemblée passe à l'ordre du jour. — Élections complémentaires. — Révolutionnaires et Conservateurs. — Candidatures de Caussidière, du prince de Joinville et de Louis-Napoléon Bonaparte. — Décret de proscription contre la famille d'Orléans. — Proposition d'abrogation des lois de proscription contre la famille Bonaparte : M. Crémieux. — Le prince Louis pose sa candidature. — Situation particulière d'Armand Marrast. — Ses intrigues contre MM. de Lamartine et Ledru-Rollin; demande en autorisation de poursuites contre M. Louis Blanc; M. Jules Favre, rapporteur. — M. Louis Blanc était-il à l'hôtel de ville le 15 mai? Armand Marrast sommé de répondre. — Divisions de la Commission exécutive. — Élections du 5 juin : ordre à outrance, socialisme à outrance; soixante-dix mille voix pour l'émeute. — M. Thiers élu par cinq départements. — Le prince Louis Bonaparte. — Persistance des rassemblements et des cris séditieux sur le boulevard. — Affinités du parti bonapartiste et des agences révolutionnaires; apparition simultanée de feuilles impérialistes et radicales. — La Commission demande, sous forme de crédit, un vote de confiance, et propose d'urgence l'arrestation de Louis Bonaparte. — Le crédit est accordé. — Le prince Louis est admis sur les conclusions conformes de M. Jules Favre, rapporteur. — Vains efforts de M. Ledru-Rollin. — Lettres du prince; sa prudence. — Tumulte dans l'Assemblée. — Les ateliers nationaux; rien n'est changé : M. Trélat monte au Capitole. — Ses

artifices pour éluder la discussion; M. de Falloux l'y ramène; M. Trélat « plus médecin que ministre ». — Déclarations énergiques et spontanées de Goudchaux à propos des ateliers : « Vous m'entendez bien, il faut qu'ils disparaissent ! » Il est élu président de la commission des ateliers nationaux. — Rapport de M. de Falloux. — La charité de M. Trélat. — MM. Victor Hugo et Caussidière. — Il faut dissoudre les ateliers nationaux! 313

LIVRE NEUVIÈME.

L'INSURRECTION DE JUIN.

SOMMAIRE. — L'insurrection est née du *droit au travail*. — Arrêté rigoureux de la Commission exécutive; protestations des ateliers nationaux, de *l'Organisation du travail*; Pujol au Luxembourg. — Situation militaire dans les deux camps. — 23 juin. — Construction simultanée de barricades dans tous les quartiers; difficultés pour concentrer les troupes. — La garde nationale à la porte Saint-Denis et au faubourg Poissonnière. — Au Panthéon, M. Pinel-Grandchamp et Arago. — Barricades du Petit-Pont et de la rue Saint-Severin : le commandant Francis Masson. — Partout les tentatives de conciliation sont repoussées. — Lamoricière au Château-d'Eau; Cavaignac lui amène du renfort. — Barricade du faubourg du Temple. — Les symptômes sinistres et les symptômes rassurants. — La nuit du général Cavaignac. — L'Assemblée nationale; M. de Falloux. — Rôle actif et effacé de la Commission exécutive; les accusations de trahison. — La réunion républicaine du Palais-Royal comble une fois de plus la chute de la Commission. — 24 juin. — Séance de l'Assemblée; le pouvoir exécutif confié au général Cavaignac; proclamation de l'état de siège; démission de la Commission exécutive. — Les combats de la matinée : la caserne des Minimes et la place des Vosges. — Deux heures de trêve; proclamations de Cavaignac. — Reprise des hostilités. — L'hôtel de ville. — Barricades du faubourg Poissonnière et du clos Saint-Lazare. — Sur la rive gauche, la place Maubert, la montagne Sainte-Genève; prise du Panthéon. — Le général Damesme. — Arrivée des gardes nationales des départements. 359

LIVRE DIXIÈME.

L'INSURRECTION DE JUIN.

(Suite et fin).

SOMMAIRE. — 25 juin. — MM. Cavaignac et Senard. — Crédit de trois millions pour les indigents de Paris. — Proclamation de Cavaignac aux insurgés. — Fermeture de clubs; saisie de onze journaux. — Arrestation et mise au secret de M. Émile de Girardin. — Désarmement de la garde nationale dans certains quartiers. — Lamoricière donne l'assaut au clos Saint-Lazare. — A l'hôtel de ville, Duvivier se fait jour par la rue Saint-Antoine et par les quais. — La place de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine. — Le général Négrier arrive à la Bastille par les quais et le boulevard Bourdon. — Il est blessé à mort à huit heures du soir. — L'heure de la conciliation. — Deux camps parmi les insurgés, l'un pour la soumission, l'autre pour la lutte à outrance. — Situation de la rive gauche, presque pacifiée, sauf à la barrière Fontainebleau. — Le général de Bréa et le commandant Gobert. — Il franchit la barrière; cris de mort, on l'entraîne au Grand-Salon, puis au grand poste. — MM. Gobert et Desmarests. — Deux heures d'agonie. — Le général de Bréa et Mangin sont assassinés; Gobert et Desmarests s'échappent. — Prise de la barricade par le 11^e léger : six heures du soir. — Démarche de l'archevêque de Paris auprès du général Cavaignac. — Il parcourt les ambulances et arrive à la Bastille. — Trêve. — Reprise subite du combat. — L'archevêque est blessé. — Retour à l'Assemblée; projet d'un décret de déportation. — 26 juin. — Les insurgés entrent en pourparlers; prétentions du faubourg Saint-Antoine révélant le programme de l'insurrection. — Trois délégués accompagnent M. Larabit. — Armistice jusqu'à dix heures du matin. — Attaque et prise du faubourg par les généraux Perrot et Lamoricière. — Éloquente proclamation de Cavaignac. — La dernière barricade à la Villette. — Sanglant épilogue dans la cour des Tuileries et au Carrousel. — Morts, blessés, prisonniers. — L'Assemblée; décret ordonnant la transportation des insurgés (27 juin). — Insurrection de Marseille; 22 et 23 juin. — Le 28 juin, le général Cavaignac dépose ses pouvoirs; sur la proposition de M. Martin (de Strasbourg), il est nommé président du conseil des ministres. — Troisième évolution de la République. 399

LIVRE ONZIÈME.

LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC.

SOMMAIRE. — La tâche de Cavaignac et de la République. — Composition du ministère; démission de M. Carnot, sur un vote de l'Assemblée. — Décrets divers; dissolution des ateliers nationaux; crédits aux associations ouvrières; retrait du décret qui limitait les heures de travail. — Rétablissement du cautionnement; décrets sur la presse et les clubs. — Goudchaux : exposé financier; l'impôt sur les créances hypothécaires; retrait du projet. — Les partis dans l'Assemblée; la commission d'enquête. — Concert entre elle et le pouvoir exécutif; insistance de M. Trouvé-Chauvel contre Caussidière. — Rapport de M. Quentiu Bauchart. — Cavaignac abandonne les monarchistes; M. Laurent (de l'Ardèche); misérable échec d'une tentative de contre-enquête; M. Ducoux; suppression de la *Gazette de France*. — Séance du 25 août; MM. Ledru-Rollin, Louis Blanc et Caussidière; le procureur général demande une autorisation de poursuites contre les deux derniers; Cavaignac insiste pour l'urgence; l'Assemblée accorde la double autorisation; MM. Louis Blanc et Caussidière sortent de France sans que le gouvernement y mette obstacle. — Déclaration solennelle de Cavaignac contre les monarchistes; l'état de siège est maintenu contre eux et voté par eux; scission entre la droite et le général Cavaignac; les représentants commissaires. — Banquets démocratiques, vus sans défaveur par le gouvernement. — Banquet du Châlet; opinion de M. Ledru-Rollin sur la révolution de Février; ses théories financières; protestation de Goudchaux. — Banquet de Toulouse; interpellations de M. Denjoy; faiblesse de M. Senard; fermé de Lamoricière. — Scrutin du 17 septembre; quintuple élection de Louis-Napoléon Bonaparte. 439

LIVRE DOUZIÈME.

LA CONSTITUTION.

SOMMAIRE. — La Constitution; mot de Lamartine; proposition de M. Senard. — Commission de dix-huit membres. — Offres des États-Unis promptement rétractées. — Lecture du projet le 19 juin. — Projet définitif (30 août). — Exposé. — Discussion du préambule (5 septembre); droit au travail; peine de mort, liberté d'enseignement, impôt proportionnel. — Y aura-t-il deux Chambres ou une seule? —

Le Président sera-t-il élu par l'Assemblée ou par le suffrage universel? Amendements Grévy et Leblond; Lamartine. — Les princes des monarchies déchues. — Échecs de Cavaignac et du ministère; chute du parti du *National*; chassé-croisé de fonctionnaires. — Remaniements ministériels; vote de confiance aux nouveaux ministres (16 octobre). — Levée de l'état de siège; transportation en Algérie. — Fixation de la date de l'élection présidentielle; vote de la constitution; fête solennelle. — La période électorale est commencée. — Deux candidats : Cavaignac, Louis Bonaparte; embarras du premier, liberté du second. — Circulaire de M. Dufaure aux préfets; sa lettre à M. Odier. — Proclamation de Cavaignac. — Les journaux, les démentis du *Moniteur*. — Un « *Fragment d'histoire* ». — Interpellation de M. Jules Favre; réponse de M. Dufaure. — MM. Garnier-Pagès et Barthélemy Saint-Hilaire. — Cavaignac présente sa défense (25 novembre); il proclame sa séparation d'avec M. Ledru-Rollin. — L'Assemblée renouvelle la déclaration qu'« il a bien mérité de la patrie ». — Manifeste électoral du prince Louis Bonaparte. — Assassinat de Rossi à Rome. — Politique de la République et de Cavaignac en Italie; défiance de tous les gouvernements de la Péninsule; médiation stérile de la France et de l'Angleterre entre le Piémont et l'Autriche. — Rome : ministère de Rossi; scène du 15 novembre; émeute du 16; fuite du Pape, qui se retire à Gaëte; mission de M. de Corcelle; vote de l'Assemblée nationale. — La question romaine devient une question électorale. — Les récompenses nationales. — Vigilance du ministère. — Scrutin du 10 décembre; le 20, proclamation du résultat. — Cavaignac dépose ses pouvoirs; Louis-Napoléon Bonaparte, élu Président de la République, prête serment à la République et à la constitution. — L'échec de Cavaignac achève celui du parti républicain; la République n'a été et ne sera qu'un INTERRÈGNE. . . 477
